

Master 1 CPE

Institutions en Europe

S1 2020



1. Structure et histoire
2. Institutions
3. Pouvoirs et courants politiques

Autriche

- Superficie : $\approx 85\,000\text{ km}^2$
Capitale : Vienne
Villes principales : Graz, Linz, Salzbourg, Innsbruck
Langue officielle : allemand
Population : 8,5 millions (2017)
Religions : catholiques $\approx 75\%$, musulmans 5% , protestants 5% ,
- PIB par habitant (2017) : 42 000 EUR/hab
Taux de chômage (juillet 2017) : $5,5\%$

Le PIB par habitant des pays de l'UE en 2017



● de 14 à 23k € ● de 23 à 28k € ● de 28 à 37k € ● plus de 37k €

Le taux de chômage en Europe (août 2018)



Données : Eurostat (octobre 2018)

● inférieur à 5% ● entre 5 et 10% ● supérieur à 10%

Pour l'Estonie et la Hongrie, les chiffres datent de juillet 2018.

Pour la Grèce et le Royaume-Uni, les chiffres datent de juin 2018.

I Histoire

- Habsbourg empereurs du St. Empire Romain Germanique jusqu'en 1806
- Fondation de l'Empire d'Autriche en 1805
- Après la défaite contre la Prusse en 1866 -> Monarchie austro-hongroise
- Paralysée par les conflits ethniques



- Deutsche
- Ungarn
- Tschechen
- Slowaken
- Polen
- Ukrainer
- Slowenen
- Kroaten, Serben
- Rumänen
- Italiener, Ladinier

BEVÖLKERUNGSGRUPPEN IN ÖSTERREICH-UNGARN IM JAHR 1910

« L'Autriche, c'est ce qui reste »

- Dissolution de l'empire multi-ethnique
- Constitution d'Etats nationaux
- Dans la partie représentée par l'Autriche actuelle, processus subie
- En l'absence d'une nation autrichienne, fondation de la République allemand d'Autriche
- Adhésion à l'Allemagne interdite

I Histoire à partir de 1918



L'Etat dont personne ne voulait

- Première République (1918-1933/34) :
- loyautés politiques pas structurées en fonction d'une «nation» ou d'un «État», mais d'un camp politique
- la plupart des citoyens étaient avant tout des catholiques ou des socialistes et non pas des Autrichiens
- les 3 camps
 - le catholicisme s'est transformé en catholicisme politique.
 - le socialisme « austro-marxiste », construit comme une contre-société (« Vienne la Rouge »)
 - le nationalisme sous sa forme pangermaniste
- Par conséquent, situation très instable.

De la dictature à la disparition

- Conflits ont conduit à l'effondrement de la démocratie en Autriche,
- émergence d'un régime autoritaire en 1933
- Guerres civiles de 1934
- « Ständestaat » 1934-38 (austrofaschisme)



L'Autriche et le nationalsocialisme

- gouvernement totalitaire nazi du NSDAP, 1938-1945
- Responsabilité partagée dans les crimes du nazisme



Un nouveau pays: la seconde République

- Mais constitution d'un gouvernement dès fin avril 45
- Premières élections novembre 1945
- Les parties politiques se recréent sur la base des clivages religieux et sociaux anciens
- Mais: désormais culture du **consensus**

Vienne, siège de l'ONU et de la OSCE

- L'Office des Nations Unies à Vienne (ONUUV) est le troisième Siège de l'Organisation
- Créé en 1980
- L'OSCE est la seule organisation européenne accueillant la totalité des Etats du continent européen, ainsi que ceux qui sont nés de la dissolution de l'Union soviétique etc. , au total 57 Etats

AELE/EFTA

- L'adhésion à la CE, ou même un traité particulier avec la CE, étant exclu (veto de l'URSS)
- L'Autriche a adhéré à l'AELE (EFTA), association de libre échange (des exclus de la CEE/CE):
- Royaume Uni, Norvège...

AELE (EFTA)

- 1960: Association européenne de libre-échange
- Objectifs :
 - créer une zone de libre-échange entre les pays d'Europe non membres de la Communauté économique européenne (CEE)
 - contrebalancer CEE en regroupant les États qui ne souhaitaient pas entrer dans la CEE.

AELE: zone de libre - échange

AELE est

- une zone de libre-échange
- dépourvue d'ambitions politiques.
- n'est pas une union douanière (chaque membre définit librement ses tarifs douaniers et sa politique commerciale)

Membres en 1960

- RU, Norvège, Danemark, Suisse, Portugal, Autriche, Suède

Plus tard:

Islande, Finlande, Liechtenstein

AELE, EU, et EEE

- AELE négocie avec l'UE l'EEE
- EEE: Espace économique européen, permet de participer au « Marché intérieur » de l'UE
- L'Autriche a ainsi adhéré à l'EEE en 1994, avec l'Islande, la Norvège, la Finlande, la Suède, un an avant de devenir membre de l'UE, comme la Finlande et la Suède
- Actuellement, EEE = UE + Norvège, l'Islande et Liechtenstein
- La Suisse a refusé (référendum 1992)

L'absence d'opposition

- Sortes de gouvernements d'union nationale jusque dans les années 60
- Objectif: reconstruction et libération
- Domination absolue des deux parties principaux : jusqu'à 90% des députés
- « Grandes coalitions » 1945-66
- Traité d'Etat (libération) 1955, mais système continue
- Gouvernement monocolors (plus de 50% des voix pour un seul parti):
1966-1970 conservateur, 1970-1983 socialiste

1. Structure et histoire
2. Institutions
3. Pouvoirs et courants politiques

Le fédéralisme

- **Le fédéralisme**
- Par rapport à Suisse, Belgique et Allemagne : prérogatives des États moins développées.
- Limites du pouvoir des Länder: décisions prises au niveau fédéral:
 - domaine judiciaire,
 - grandes décisions financières ;
 - éducation supérieure ;
 - sécurité intérieure (police)

Les Länder autrichiens



Identités fortes des Länder

- mais
 - gouverneurs (Landeshauptmann/- frau) tiennent une place importante dans les médias
 - les grands partis sont organisés de manière fédérale
 - dans de nombreux États, il existe un parti dominant qui détient le pouvoir depuis longtemps.
 - les États ont une histoire collective qui remonte au Moyen Âge et qui a forgé des identités régionales fortes.

Régime parlementaire

- régime parlementaire (bicaméral)
- Nationalrat : 183 députés élus pour 5 ans
- représentation proportionnelle.
- Le Bundesrat : 58 sénateurs élus par les Parlements des Länder
- **contrairement à l'Allemagne -> le Bundesrat représente des partis et non pas les États.**

- les deux chambres ont des pouvoirs législatifs.
- Cependant rôle dominant de la première chambre (Nationalrat)
 - le Conseil fédéral ne détient qu'un veto suspensif.

Président fédéral

- élu au suffrage direct pour 6 ans renouvelable une fois,
- a surtout des fonctions de représentation.
- Certes, en principe,
 - il nomme le gouvernement fédéral (Bundesregierung).
 - et désigne le chancelier fédéral (Bundeskanzler)
 - La Constitution ne limite pas le rôle du président dans la désignation du gouvernement.
- mais,
 - chancelier et gouvernement responsables devant le parlement,
- Par conséquent,
 - l'institution parlementaire est beaucoup plus puissante que celle du président

Président



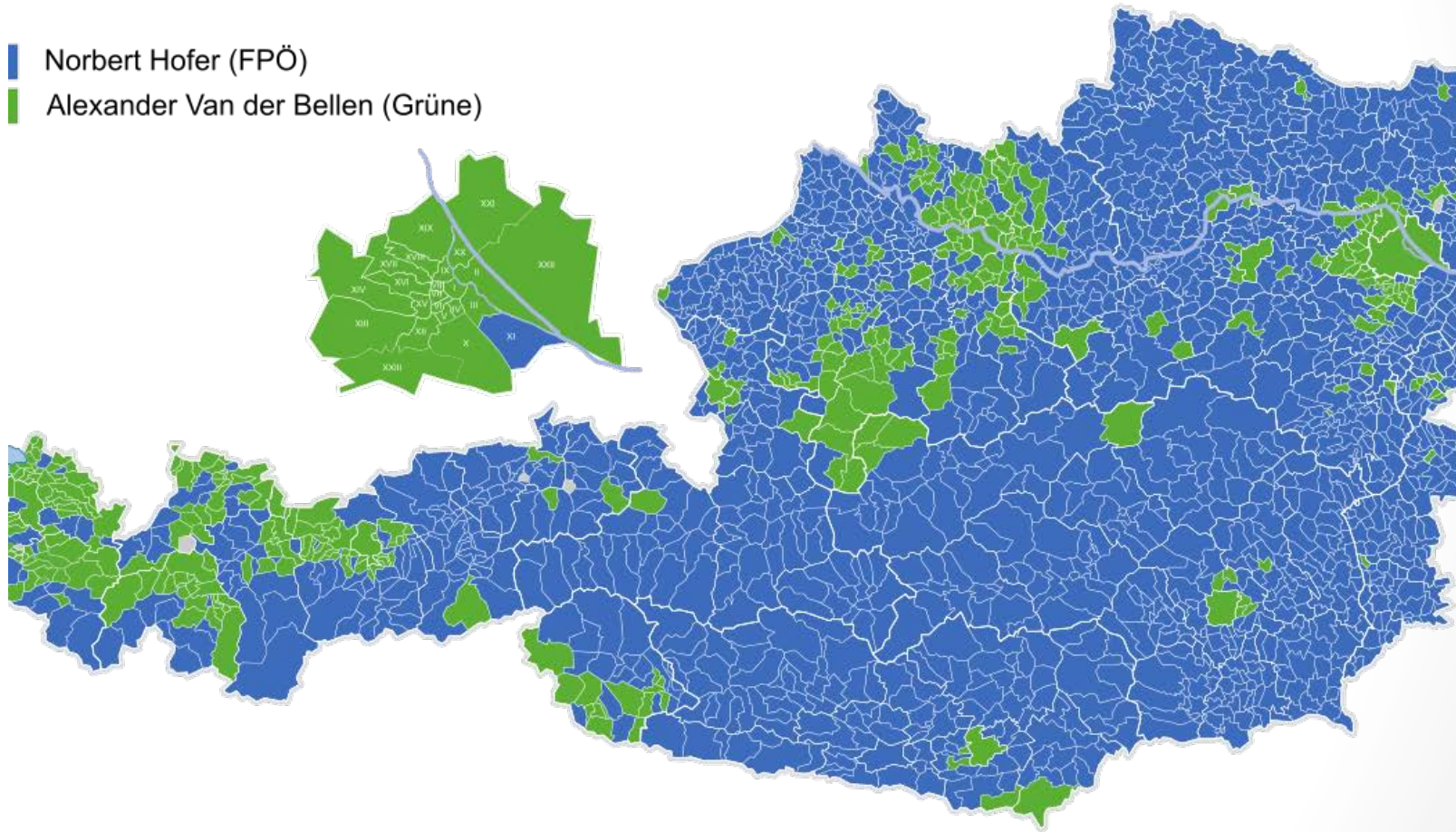
- Aucun candidat des partis dits populaires
- Confrontation Verts: Alexander van der Bellen/extrême droite :Norbert Hofer
- Gagnée, de justesse, par la premier,
- Mais vote annulée par le Conseil constitutionnel (de nombreuses irrégularités)
- Nouvelle élection, victoire plus nette de van der Bellen

Elections à la présidence

Résultats de la Bundespräsidentenwahl am 22. Mai 2016 (2. Runde): Majorités dans les communes

■ Norbert Hofer (FPÖ)

■ Alexander Van der Bellen (Grüne)



Le chancelier fédéral

- **Le chancelier fédéral** est nommé par le président et confirmé par le Nationalrat.
 - C'est bien lui qui détient le pouvoir le plus important
 - Mais chancelier ne dispose pas d'un pouvoir de directive sur ministres (Ressortprinzip).
 - Pouvoir presque souverain des ministres
- Conclusion : le pouvoir exécutif ne se concentre pas seulement dans les mains du président fédéral et du chancelier fédéral, mais il est aussi détenu par les ministres fédéraux.

Chancelier



Chancelier: Sebastian Kurz à 31 ans, le plus jeune chancelier de l'histoire du pays

Elections et partis

- système de représentation proportionnelle au niveau fédéral, régional et local.
 - seuil de 4 %.
- Partis:
 - ÖVP: parti populaire, anciennement chrétien-social
 - Parti socialiste
 - KPÖ: influence très brève
- FPÖ, à partir de 1956 (à l'origine anciens nazis), de tendance libérale (coalition SPÖ/FPÖ 1983-86)
- Devient populiste (Haider) en 1986; succès populaire
- Autres partis
 - Verts
 - Plus récemment Neos (libéraux) usw.

Evolutions profondes de la société

- Diminution de l'étatisme : déclin de la longue tradition d'intervention économique.
 - sécularisation, féminisation et privatisation : éléments structurants du processus **d'occidentalisation**.
 - L'Autriche a perdu un grand nombre de ses caractéristiques traditionnelles,
 - Déclin des grands partis qui ont perdu leur qualité de camp idéologique pour devenir des partis attrape-tout.
 - transfert des principales loyautés politiques des partis politiques avant tout à l'Autriche comme nation.
 - Le **patriotisme** autrichien est à la fois le bénéficiaire et la raison du déclin de loyautés partisans.
-
- Affaiblissement des partis traditionnels
 - Les partis traditionnels perdent successivement leur électorat traditionnel
 - Pourtant: grandes coalitions à nouveau 1983-2000; 2006-2017; au total près de 50 ans depuis 45

Scrutins

- Scrutin proportionnel
- Augmentation, avec le temps, du nombre de partis,
- Affaiblissement des grands partis populaires (centre droit/centre gauche)
- Nécessité de former des coalitions
- 2000-2006 première coalition entre droite et extrême droite
- Cependant, pendant plus de 50 ans, « grande coalition »: sentiment de paralysie

1. Structure et histoire
2. Institutions
3. Pouvoirs et courants politiques

Elections 2019

NR-Wahl 2019 – Stimmenanteile

Vorläufiges Endergebnis mit Briefwahl (ohne Wahlkarten)





FPO DIE SOZIALE
HEIMATPARTEI

Mein Plan für Innsbruck:

Heimatliebe
statt
Marokkaner-Diebe

Kompetenz heißt August
✓ **FPÖ**

L'affaire « Ibiza » du vice chancelier Strache

ZUR **Bild** STARTSEITE

Bild LIVE

STARTSEITE SENDUNGEN DOKUS PODCASTS



06:11

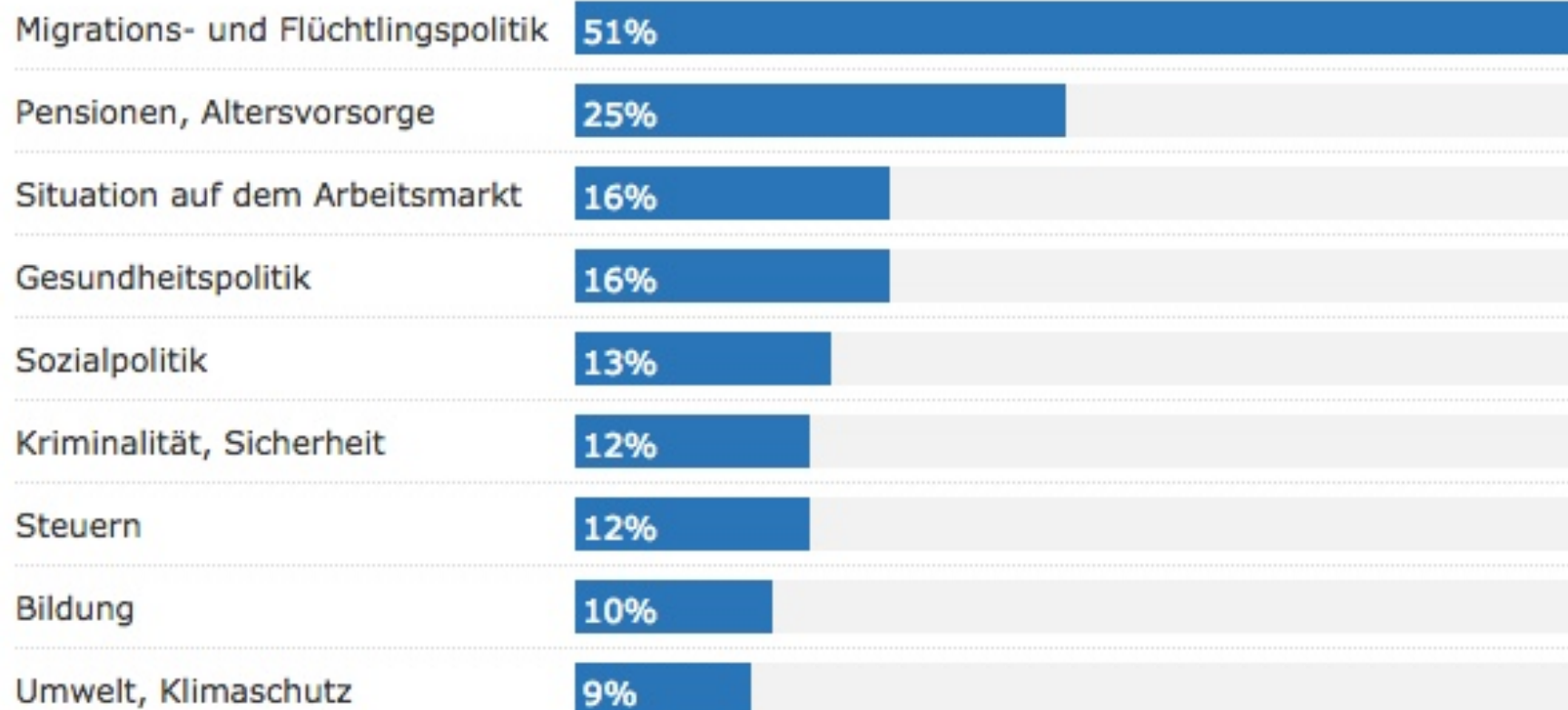
Quelle: SPIEGEL/Süddeutsche Zeitung

19.05.2019

DAS SKANDAL-VIDEO

Ibiza-Affäre um FPÖ-Chef Strache

Zentrale Themen für den Wahlkampf



n=1033, Österreichische Bevölkerung ab 16 Jahre, 08/09 2017, Archiv-Nr. 017081

©: IMAS Report

Contrat de coalition

- Glissement à droite de l'échiquier politique
- Mise en exergue des questions relatives à l'immigration et à la sécurité
- orientation économique clairement libérale
 - allègement de la pression fiscale
 - simplification administrative)
- conservateur sur le plan social
 - Souvent proche du programme du FPÖ
 - réduction des aides sociales versées aux demandeurs d'asile,
 - application du principe de préférence nationale

Neutralité

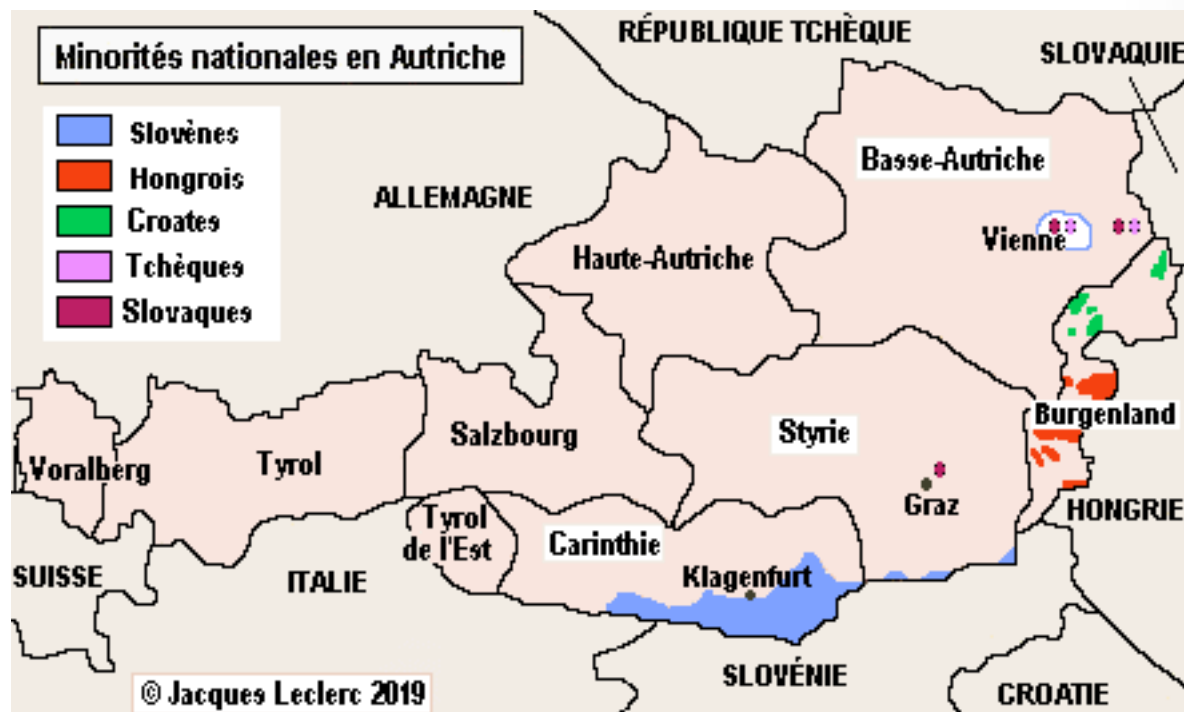
- Neutralité permanente et perpétuelle proclamée par la Loi constitutionnelle du 26/10/1955 (fête nationale),
- Renonçant à adhérer à toute alliance militaire et à autoriser l'établissement de bases militaires étrangères sur son territoire
- Explique adhésion tardive à UE en 1995
- La neutralité est un élément constitutif de l'identité nationale.

Le nucléaire

- Attachement important à la sûreté des centrales nucléaires en Europe :
 - l'opinion autrichienne est farouchement opposée au nucléaire depuis le référendum de 1978 qui a entraîné la fermeture de la centrale de Zwentendorf.

Réfugiés

- Sous le gouvernement Faymann : solidarité européenne en matière d'accueil des réfugiés :
- Fermeture de la « route des Balkans », conséquence de l'action de Kurz, devenu ministre des affaires étrangères à 27 ans
- Groupe de Visegrad



Multilatéralisme

- Neutralité n'exclut pas engagement envers les opérations extérieures de l'ONU
- Un engagement fort en faveur du multilatéralisme
 - rôle actif des Nations Unies sur la scène internationale.
 - Elle a fourni à l'ONU un Secrétaire général (Kurt Waldheim, 1972-1981)
 - rôle de Vienne comme siège d'organisations internationales consacrées

